

## Évaluation par la DPB

### Mise à jour économique du printemps : profil d'évolution économique et financière

*La DPB a préparé une série de notes évaluant la Mise à jour économique du printemps de 2026, déposée le 28 avril 2026, compte tenu du budget de 2025 déposé le 4 novembre 2025. L'objectif de ces notes est de soutenir l'examen parlementaire des finances publiques. Les notes passent en revue les éléments clés du cycle budgétaire au fil du temps, notamment le profil d'évolution économique et financière, les cibles budgétaires et la viabilité financière, les grandes priorités gouvernementales qui orientent la stratégie d'investissement en capital, ainsi que les nouvelles mesures de dépenses annoncées depuis le budget de 2025.*

#### Faits saillants

L'économie canadienne continue de faire preuve de résilience, la plupart des indicateurs s'avérant meilleurs que prévu dans le budget 2025. Il convient de noter que la situation de l'emploi s'est améliorée par rapport au budget 2025, malgré la persistance des tensions commerciales et les récentes fluctuations des cours du pétrole.

Dans le sillage du renforcement des fondements économiques, la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement s'est également améliorée, principalement grâce à une hausse des recettes et à une baisse des dépenses.

Cette marge de manœuvre budgétaire supplémentaire est principalement consacrée aux nouvelles priorités politiques, ce qui se traduit par une trajectoire du déficit pratiquement inchangée.

## Profil d'évolution économique et financière

### Contexte

Par rapport au budget 2025, les perspectives économiques du gouvernement se sont améliorées. La croissance du PIB réel devrait s'établir à 1,1 % en 2026, soit pratiquement le même niveau que les 1,2 % prévus précédemment, ce qui reflète la persistance des incertitudes géopolitiques. Toutefois, le PIB nominal — la mesure la plus large de

l'assiette fiscale du gouvernement — est révisé à la hausse pour la période 2026-2030, reflétant principalement une inflation du PIB plus forte que prévu à court terme, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie. Le taux de chômage devrait se maintenir autour de 6,5 % en 2026 avant de baisser progressivement à moyen terme. On s'attend désormais à ce que l'inflation mesurée par l'IPC s'établisse en moyenne à 2,5 % en 2026, contre 2,0 % dans le budget 2025, principalement en raison des prix de l'énergie. Elle devrait ensuite revenir à l'objectif de 2 % fixé par la Banque du Canada.

## Tableau 1

### Hypothèses économiques clés de la Mise à jour économique du printemps et changements par rapport au budget 2025

Années	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Croissance du PIB réel (%)	1,7 (0,1)	1,1 (-0,1)	1,9 (-0,1)	1,9 (0,0)	1,9 (-0,1)	1,8 (s.o.)
PIB nominal (milliard de \$)	3 243 (14)	3 372 (46)	3 496 (35)	3 630 (31)	3 772 (29)	3 917 (s.o.)
Taux de chômage (%)	6,9 (-0,1)	6,5 (-0,3)	6,2 (-0,2)	6,1 (0,0)	6,0 (0,0)	5,9 (s.o.)
Prix du pétrole WTI en \$ US	65 (-1)	73 (8)	66 (-1)	66 (-3)	69 (-2)	70 (s.o.)
Inflation selon l'IPC (%)	2,1 (0,0)	2,5 (0,5)	1,9 (-0,1)	2,0 (0,0)	2,0 (0,0)	2,0 (s.o.)

Source :

Gouvernement du Canada

Par rapport au budget 2025, le gouvernement prévoit que le déficit budgétaire sera moins élevé de 2,5 milliards de dollars en moyenne par an entre 2025-2026 et 2029-2030. Cette amélioration s'explique presque entièrement par l'exercice 2025-2026, pour lequel une amélioration de 11,5 milliards de dollars est prévue. Dans l'ensemble, l'amélioration du solde budgétaire est attribuable à deux facteurs : l'évolution économique et d'autres développements financiers, qui améliorent le solde budgétaire de 12,1 milliards de dollars en moyenne d'ici 2029-2030, reflétant une hausse des recettes fiscales et une baisse des dépenses directes liées aux programmes; et aux mesures supplémentaires introduites depuis le budget de 2025, qui ajoutent en moyenne 9,5 milliards de dollars par an de nouvelles dépenses nettes d'ici 2029-2030 et compensent la quasi-totalité de la marge de manœuvre budgétaire supplémentaire créée après 2025-2026. D'ici 2029-2030, le déficit prévu dans la Mise à jour économique

du printemps s'élève à 56,2 milliards de dollars (1,5 % du PIB), soit un montant pratiquement inchangé par rapport aux 56,6 milliards de dollars (1,5 %) du budget 2025.

## Tableau 2

### Évolution du solde budgétaire, en milliards de dollars

	2025- 2026	2026- 2027	2027- 2028	2028- 2029	2029- 2030	2030- 2031
<b>Solde budgétaire – Budget de 2025</b>	-78,3	-65,4	-63,5	-57,9	-56,6	
Autres développements économiques et financiers	17,7	15,7	10,7	8,6	7,6	
Nouvelles mesures	-6,2	-15,7	-10,3	-8,4	-7,1	-6,8
<b>Solde budgétaire – Mise à jour économique du printemps</b>	-66,9	-65,3	-63,1	-57,7	-56,2	-53,2

Source :

Gouvernement du Canada

La croissance des recettes a été revue à la hausse, principalement en raison de l'augmentation des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, qui est partiellement compensée par la baisse prévue des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS). Les dépenses de programmes sont plus élevées que prévu initialement à moyen terme, principalement en raison des nouvelles mesures annoncées depuis le budget de 2025. Les frais de la dette publique ont diminué par rapport au budget de 2025, en raison de la baisse des niveaux d'endettement prévus et de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens à court terme; le ratio du service de la dette devrait désormais atteindre 12,8 % en 2029-2030. La dette fédérale devrait atteindre 1 576 milliards de dollars (41,8 % du PIB) en 2029-2030, ce qui représente un niveau d'endettement inférieur à celui des perspectives précédentes. Le nouveau fonds souverain devrait accroître les emprunts nets de 25 milliards de dollars à moyen terme et augmenter d'autant les frais d'intérêts de la dette publique.

## Tableau 3

Changements aux perspectives financières, en milliards de dollars (à moins d'indications contraires)

	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
<b>Recettes</b>	<b>4,0</b>	<b>6,4</b>	<b>5,5</b>	<b>5,7</b>	<b>6,5</b>
Dépenses de programmes	-12,4	7,7	6,0	6,2	7,1
Frais de la dette publique	-1,6	-1,3	-0,5	0,2	-0,4
Pertes actuarielles	6,6	-0,1	-0,3	-0,9	-0,7
<b>Dépenses</b>	<b>-7,4</b>	<b>6,3</b>	<b>5,2</b>	<b>5,5</b>	<b>6,0</b>
<b>Solde budgétaire</b>	<b>11,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>
<b>Dette fédérale</b>	<b>-13,1</b>	<b>-13,1</b>	<b>-13,6</b>	<b>-13,8</b>	<b>-14,2</b>
<b>Solde budgétaire, % du PIB</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,0 %</b>
<b>Dette fédérale, % du PIB</b>	<b>-1,3 %</b>	<b>-1,6 %</b>	<b>-1,5 %</b>	<b>-1,4 %</b>	<b>-1,3 %</b>

Source :

Gouvernement du Canada

Note :

Les pertes actuarielles augmentent en 2025-2026, principalement en raison du reclassement de certaines dépenses issues des charges de programmes directes, et n'ont aucune incidence sur le solde budgétaire.

## Principaux risques et éléments à considérer

### L'incertitude géopolitique au Moyen-Orient

L'incertitude géopolitique risque de ralentir la croissance mondiale. Une escalade prolongée pourrait perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales en pétrole, faisant grimper les prix du WTI bien au-delà des prévisions de base et générant des pressions inflationnistes que la politique monétaire n'est actuellement pas en mesure d'absorber. Si la Banque du Canada réagissait en adoptant une orientation plus restrictive que prévu, la hausse des coûts d'emprunt qui en résulterait pèserait sur les dépenses des ménages et les investissements des entreprises, freinant ainsi la croissance du PIB réel. À l'inverse, une désescalade rapide pourrait faire disparaître le soutien aux prix des matières premières intégré dans les perspectives actuelles, réduisant ainsi le PIB nominal.

## La hausse des cours du pétrole

Comme l'indique la Mise à jour économique du printemps, le conflit en cours au Moyen-Orient, notamment la guerre en Iran, constitue une source de risque à la hausse pour les cours de l'énergie. Pour le gouvernement du Canada, le principal gain budgétaire découlant de la hausse des cours du pétrole se traduirait par une augmentation des recettes fiscales, attribuable en grande partie à l'intensification de l'activité dans le secteur pétrolier et gazier. Ce gain serait en partie contrebalancé par une hausse des dépenses, notamment l'augmentation des frais de la dette publique et l'indexation de programmes comme la Sécurité de la vieillesse.

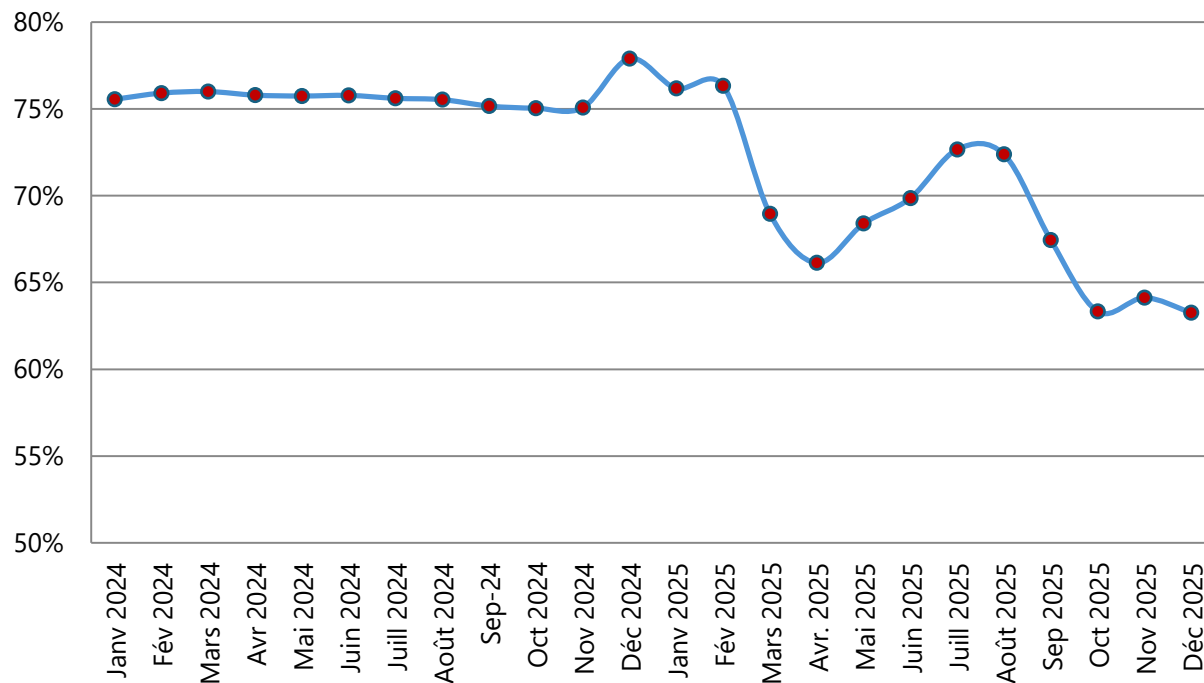
## L'incertitude commerciale

Les incertitudes commerciales constituent un risque de ralentissement important pour les perspectives économiques et budgétaires du Canada. Les droits de douane américains sur les principales exportations canadiennes freinent la production manufacturière et l'investissement. L'aboutissement des négociations commerciales entre le Canada, les États-Unis et le Mexique (ACEUM) permettra de clarifier le cadre de planification pour l'investissement au Canada. Parallèlement, le niveau final des droits de douane sur les exportations canadiennes, le cas échéant, influencera les perspectives d'investissement des entreprises.

Le budget 2025 a fixé comme objectif de « doubler les exportations vers d'autres marchés que les États-Unis d'ici une décennie ». Comme on peut le lire dans la mise à jour économique, et comme l'illustre la Figure 1 (ci-dessous), depuis le début de 2024, les exportations canadiennes vers d'autres marchés que les États-Unis ont augmenté de 36 %. Cette évolution a été inégale, influencée en partie par une demande américaine plus faible et concentrée dans un ensemble limité de secteurs et de régions plutôt que par une croissance généralisée des exportations. Depuis novembre 2025, le commerce avec les pays autres que les États-Unis a augmenté modestement de 4,5 %, se rapprochant de l'objectif du gouvernement de doubler les exportations sur une décennie.

Figure 1

Part dans les exportations de marchandises canadiennes vers les États-Unis (%)



Source :  
Gouvernement du Canada

## L'abordabilité

La Mise à jour économique du printemps souligne que la croissance des salaires est supérieure à l'inflation depuis plus de trois ans, ce qui favorise une hausse continue des revenus réels. Depuis le budget de 2025, le gouvernement a également mis en place des mesures supplémentaires pour accroître l'abordabilité, notamment le renforcement du crédit d'impôt pour la TPS destiné aux Canadiens à faible revenu, une exonération temporaire de la taxe d'accise sur l'essence et une réduction du taux de cotisation au Régime de pensions du Canada.

## Les dépenses de défense

Il n'est pas certain que ces chiffres tiennent pleinement compte du coût total de l'engagement pris par le Canada de consacrer 5 % de son PIB aux dépenses de l'OTAN — dont l'impact supplémentaire sur le déficit est estimé par la DPB à environ 63 milliards de dollars d'ici 2035-2036 —, ce qui représente un risque de hausse significatif pour les projections relatives au déficit et à la dette.

